



Le marché de Bulle est désormais interdit. Mais selon certains acteurs, il y a un créneau à explorer: plus petit, limité à l'alimentaire et respectueux des exigences de la Confédération. ARCH - C. HAYMOZ

# Le monde politique et agricole tente de sauver les marchés

Interdits de marchés par le Conseil fédéral, les **marais** veulent prouver qu'une solution est possible pour écouler leur production. Ils ont été relayés à Berne par plusieurs politiciens. Le Genevois Christian Lüscher a bon espoir.

JEAN GODEL

**ALIMENTATION.** Annoncée lundi par le Conseil fédéral, l'interdiction des marchés, même strictement alimentaires, en a

surpris plus d'un. Pourquoi pourrait-on acheter ses fruits et légumes dans une grande surface, mais pas à l'étal de son maraîcher?

Pourtant, il semblerait que l'Autriche autorise les marchés alimentaires. Et hier matin, le ministre français de la santé Olivier Véran a affirmé que «les marchés où l'on va chercher à manger doivent pouvoir continuer de fournir de la nourriture aux personnes».

André Rossier et son fils Vincent, maraîchers à Corjolens et présents chaque semaine sur les marchés de Bulle et Fribourg, voient leurs légumes pousser vite, en ce moment. «Les gens doivent bien manger, philosophe Vincent.

Si on arrête de travailler, il n'y aura rien dans trois mois, quand l'épidémie sera derrière nous...»

## Pas une exception

Son père, lui, ne comprend pas la différence entre marchés et supermarchés: «On ne demande pas de faire une exception pour nous, mais d'appliquer ce que le Conseil fédéral a dit: les commerces d'alimentation restent ouverts. Nous pouvons nous aussi aménager des couloirs avec des caisses afin que les clients gardent leurs distances...»

Directeur de la Chambre fribourgeoise d'agriculture, Frédéric Ménétrez confirme que plusieurs doléances sont re-

montées depuis lundi. Elles ont été centralisées à l'Union suisse des paysans (USP), qui en a encore reçues des cantons de Genève et d'Argovie. Frédéric Ménétrez craint aussi un gaspillage de nourriture au pire moment: «Qu'est-ce que les maraîchers actifs sur les marchés vont faire de tous ces légumes? Car ils ne peuvent pas les écouler via les canaux de la grande distribution. Au moment où la Suisse doit éviter tout problème d'approvisionnement, il faut leur garantir la prise en charge de leur production.»

## Intervention de l'USP

Mardi, l'USP a annoncé, dans un communiqué de pres-



«Bien sûr que l'on ne va pas rouvrir les grands marchés comme celui de Bulle.»

FRANCIS EGGER

se, qu'elle allait intervenir auprès des autorités fédérales. «Bien sûr que l'on ne va pas rouvrir les grands marchés comme celui de Bulle», conçoit Francis Egger, responsable du département Economie à l'USP. «Mais les petits marchés de deux ou trois stands, comme à la rue de Locarno, à Fribourg, sont très utiles. En respectant les mesures recommandées par l'Office fédéral de la santé publique, ils ne sont pas problématiques.»

Successeur de Jacques Bourgeois à la direction de l'USP, Martin Rufer a demandé à pouvoir s'entretenir avec l'OFSP. Mais en cas de refus, il faudra bien trouver un plan B. L'USP pourrait alors s'adresser à la coopérative agricole Fenaco, qui possède les chaînes de magasins Landi et Volg.

## Une annonce d'ici 48 h?

A Genève, les maraîchers ont protesté dès mardi sur la plaine de Plainpalais, réclamant l'égalité de traitement avec les commerces. Leur incompréhension a été relayée le même jour par le conseiller national genevois Christian Lüscher. Sur Facebook, il a jugé

cette interdiction de vente des fruits et légumes sur les marchés «totalement absurde». Et ne comprend pas que l'on «envoie les consommateurs s'agglutiner à la Coop ou à la Migros, dans des espaces fermés où il est plus difficile de maintenir un espace spatial adéquat».

«J'ai envoyé un e-mail personnel à cinq conseillers fédéraux», nous confirmait-il hier matin. Son espoir: qu'ils modifient l'ordonnance de lundi. En fin d'après-midi, hier, il n'avait toujours pas de réponse. «Mais j'ai des raisons de penser que le Conseil fédéral se saisira de cette question et va la traiter avec sérieux dans les 48 prochaines heures», confiait-il, sibyllin, à La Gruyère.

En attendant, à Corjolens, André et Vincent Rossier ont étendu les journées de vente directe sur leur exploitation – un canal toujours autorisé, sous réserve du respect des recommandations de l'OFSP. D'habitude tenues le vendredi, elles auront désormais aussi lieu le mercredi et le samedi (matin). «Ce n'est pas une catastrophe, juste une contrainte de plus. Il faudra trouver une solution», se dit André Rossier. ■

## Trouver une solution compatible

Christian Lüscher n'est pas le seul à être intervenu auprès de Berne. La présidente des Verts suisses Regula Rytz s'est elle aussi entretenue avec l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Et a obtenu cette clarification: la présence, dans la rue, d'un stand unique de denrées alimentaires tenu par une seule personne est toujours possible. Au-delà, c'est niet.

Son coprésident, le conseiller national fribourgeois Gerhard Andrey veut voir là un défi à relever: «Demander un retour en arrière au Conseil fédéral ne sert à rien. Il faut être créatif, se réorganiser rapidement et proposer un dispositif de vente compatible avec les exigences de l'OFSP, un "supermarché des maraîchers". Imaginer un marché par temps de coronavirus – cela

a bien été possible dans la grande distribution. On ne peut pas simplement interdire aux producteurs de vendre leurs légumes pendant que les clients se précipitent dans les grandes enseignes.» Le Vert fribourgeois veut surtout éviter le gaspillage de cette nourriture. «Ce serait inacceptable en cette période.»

## Appel à rebondir

Lieutenant de préfet de la Gruyère, Vincent Bosson appelle lui aussi les maraîchers à rebondir. Car s'il comprend leur frustration, il rappelle l'objectif, tout simplement vital, des restrictions mises en place: éviter à tout prix les attroupements dans l'espace public. «Or, il est quand même plus facile de canaliser les gens dans

un centre commercial. En cas d'attroupement dans une rue occupée par un marché, on ne peut pas fermer les portes...»

Après un début de confusion, mardi matin, quand le bruit a circulé que, si le marché alimentaire de Fribourg était interdit, celui de Bulle était toujours autorisé, l'Organe cantonal de conduite fribourgeoise a, depuis, remis les pendules à l'heure: pas de marché nulle part!

Cela dit, assure Vincent Bosson, si de nouveaux canaux d'écoulement permettant d'éviter tout attroupement devaient être mis sur pied – vente directe, livraison à domicile, vente sur le net ou autre – les autorités sauront se montrer attentives. Car les producteurs doivent pouvoir travailler. «La balle est dans leur camp.» JnG